



PROJET DE MARCHÉ N° B25-04771-JE

ENTRE

LE COMMISSARIAT À L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ÉNERGIES ALTERNATIVES, établissement public de recherche à caractère scientifique technique et industriel, dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème}, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019 représenté par Monsieur Sébastien DAUVE, agissant en qualité de Directeur du LETI,

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET

La société _____, dont le siège social est situé _____, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de _____ sous le numéro R.C.S _____, représentée par Madame/ Monsieur _____, agissant en qualité de _____,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS.....	3
ARTICLE 4 - ÉTENDUE DES TRAVAUX	4
ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION	4
ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	5
ARTICLE 7 - CONTRÔLES TECHNIQUES	6
ARTICLE 8 - REMISE DE DOCUMENTS	6
ARTICLE 9 - RÉUNIONS	7
ARTICLE 10 - MONTAGE - INSTALLATION DES FOURNITURES.....	8
ARTICLE 11 - RÉCEPTION DES TRAVAUX	8
ARTICLE 12 - GARANTIES	8
ARTICLE 13 - ASSURANCES	9
ARTICLE 14 - PLANNING GENERAL DE RÉALISATION	9
ARTICLE 15 - MONTANT	9
ARTICLE 16 - PÉNALITÉS	9
ARTICLE 17 - CONDITIONS DE FACTURATION.....	10
ARTICLE 18 - FACTURES - RÈGLEMENTS	11
ARTICLE 19 - RÉGIME FISCAL	11
ARTICLE 20 - JURIDICTION COMPÉTENTE [SI FOURNISSEUR FR]	11
ARTICLE 21 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPÉTENTE [SI FOURNISSEUR ÉTRANGER]	12
ARTICLE 22 - CONCLUSION DU MARCHÉ	12

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché a pour objet de fixer les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation des travaux de remplacement des armoires de contrôle et de commande des extracteurs, ci-après dénommé les « Travaux », du bâtiment 41.07 situés sur le site du CEA/Grenoble.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

2.1 - Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- Le dossier de consultation référencé B25-04771-JE avec, faisant partie intégrante, les prescriptions techniques du marché et leurs annexes :
 - Le cahier des charges techniques référencé DPFT/SFETN/25.0106/PC,
 - La grille de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire,
 - Le planning général de l'opération référencé PRO-PLG-24120-235-01,
 - Le dossier de plans.
- Les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur ;
- Les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022) ;
- Le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) ;
- Les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;
- À titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée [REDACTED] du [REDACTED],

(à compléter par le soumissionnaire)

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

2.2 - Les annexes suivantes font partie intégrante du présent marché :

- Annexe n°1 « Planning général de l'opération »,
- Annexe n°2 « Décomposition du Prix Global et Forfaitaire »,
- Annexe n°3 « Demande d'acceptation d'un sous-traitant ».

ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS

3.1 - Correspondant technique du CEA

- M. Patrick CHAROTTE – SFETN - Tél. : 04.38.78.34.92
E-mail : patrick.charotte@cea.fr
- M. Dominique COGNEAU – SFETN - Tél. : 04.38.78.20.79
E-mail : dominique.cogneau@cea.fr

3.2 - Correspondants commerciaux du CEA

- Mme Joanna EUVRARD – Service des Marchés et Achats – Tél. : 06.58.19.15.03
E-mail : joanna.euvrard@cea.fr
- M. Steven YHUEL – Service des Marchés et Achats – Tél. : 04.38.78.95.74
E-mail : steven.yhuel@cea.fr

3.3 - Comptabilité fournisseur

Comptabilité fournisseur :

Email : S3C-Fournisseur_GRE@cea.fr

Tél : 01 69 08 47 50

3.4 - Correspondant du Maître d'œuvre

La société EGIS Groupe QEI, domiciliée 1 rue du Docteur Schweitze 38180 Seyssins, est le Maître d'œuvre de l'Ouvrage. Son correspondant est :

- M. Christophe LORANS - Tél. : 06.73.69.85.63
E-mail : Christophe.LORANS@egis.group.com

3.5 - Correspondant du Titulaire

- M. [REDACTED] - Tél. : [REDACTED]
E-mail : [REDACTED]

(À compléter par le soumissionnaire)

Le Titulaire désigne un responsable qui est le seul interlocuteur du CEA pour la réalisation des Prestations.

Ce responsable a pour rôle :

- d'encadrer le personnel du Titulaire et de définir les tâches qu'il doit accomplir,
- de faire respecter les consignes de sécurité,
- d'assurer les relations avec le CEA,

ARTICLE 4 - ÉTENDUE DES TRAVAUX

Le Titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des travaux conformément au cahier des charges susvisé. Le Titulaire ne doit en aucun cas entreprendre des travaux en dehors de ceux définis dans le cahier des charges, sans l'accord préalable écrit du CEA.

Les travaux de base sont ci-après désignés ensemble par le terme « les Travaux » et se découpent en trois phases :

- Phase 1 : Fourniture et travaux de pose des armoires d'exhaust thermie 41.01 et chimie 41.01
- Phase 2 : Fourniture et travaux de pose des armoires d'exhaust thermie 41.02, chimie 41.02 et chimie gaz basement 41.02
- Phase 3 : Basculement exhaust secours chimie 41.01

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION

5.1 - Connaissance des lieux

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des spécifications techniques locales pour exécuter les Travaux. Il est toujours réputé s'être assuré sur place de l'exactitude des cotes et des indications des plans et descriptifs qui lui sont remis par le CEA ainsi que de la possibilité de les suivre strictement.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du présent marché, le Titulaire reconnaît avoir reçu, tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour établir son prix forfaitaire.

Il reconnaît également avoir reçu du CEA toutes les indications qui lui sont nécessaires pour réaliser les ouvrages, notamment en ce qui concerne leur place et leur rôle.

Par conséquent, le Titulaire ne peut en aucun cas prétendre à un supplément de prix par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du chantier.

5.2 - Conformité aux normes

Les Travaux doivent être exécutés conformément aux règles de l'art, aux prescriptions des normes NF, des documents techniques unifiés (DTU) et des Eurocodes en vigueur. Le matériel fourni doit être conforme aux normes de sécurité électrique (électrification et chauffage) en vigueur en France. Il présente une sécurité absolue de fonctionnement

et de fiabilité, compte tenu de l'utilisation envisagée. Il doit être en tout point conforme aux dispositions réglementaires prises en application du Code du Travail. Tout élément du matériel est accompagné de sa documentation technique complète en langue française et en particulier des prescriptions et consignes d'installation, de mise en service et d'utilisation. Sont également joints, les certificats de conformité d'épreuves et toutes attestations spécifiques ou réglementaires relatifs au matériel fourni ou élément du matériel fourni.

5.3 - Accès au Centre

Les conditions d'accès au Centre sont définies dans les règles applicables aux Entreprises Extérieures visées à l'article 2 du présent marché, complétées par les dispositions du cahier des charges le cas échéant.

Ces dispositions ne donnent lieu à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire qui, par ailleurs, ne peut s'en prévaloir pour justifier du non-respect de ses obligations contractuelles quelles qu'elles soient.

En début de chaque année, le CEA Grenoble fait connaître au Titulaire les dates de fermeture du Centre (environ 8 à 10 jours par an en plus des jours fériés).

Pour l'année 2025, les jours de fermeture sont les 2, 9 et 30 mai, le 10 novembre, les 24, 26, 29, 30 et 31 décembre.

Sauf autorisation expresse de la part du CEA, le Titulaire ne doit pas intervenir sur le site durant ces jours de fermeture.

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

6.1 - Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

6.2 - Respect par le Titulaire du marché de la réglementation en matière de détachement transnational de salariés

Conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

6.3 - Sous-traitance

Le Titulaire ne peut pas sous-traiter l'intégralité du marché.

Si le Titulaire sous-traite une partie des travaux prévus dans le cadre du présent marché, il doit remettre au CEA une demande d'acceptation de sous-traitant.

Le Titulaire ne peut présenter à l'acceptation du CEA que des entreprises répondant aux conditions fixées à l'article 7 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire doit remplir l'imprimé de demande d'acceptation de sous-traitant selon le modèle joint au présent marché et le transmettre, complet, au correspondant commercial du CEA, Service Achats, au plus tard 21 jours avant le démarrage des Travaux concernés.

Le Titulaire est tenu de faire respecter ses obligations contractuelles nées du présent marché par son (ou ses) sous-traitant(s).

6.4 - Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

6.5 -Zone à Faibles Émissions

Le CEA Grenoble étant situé dans une Zone à Faibles Émissions (ZFE) pour les véhicules utilitaires légers et poids lourds, le Titulaire, son personnel et ses sous-traitants éventuels doivent se conformer à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 7 - CONTRÔLES TECHNIQUES

7.1 - Le CEA se réserve le droit de confier, à ses frais, une mission de contrôle technique à un ou plusieurs organisme(s) indépendant(s).

Le Titulaire s'engage à ses frais :

- à faire parvenir au Contrôleur Technique (avec copie au CEA) tous les éléments que le Contrôleur Technique estime nécessaires à l'accomplissement de sa mission,
- à tenir compte de l'ensemble des observations du Contrôleur Technique que le CEA lui transmet pour la mise en œuvre des mesures correctives afin d'aboutir à l'obtention de l'accord sans réserve du Contrôleur Technique, tant au stade des études que de la réalisation de l'Ouvrage.

En cas de désaccord avec le Contrôleur Technique, le Titulaire doit justifier sa position avec l'obligation d'obtenir l'accord du Contrôleur Technique.

7.2 -Le Titulaire prend à sa charge les contrôles de conformité des installations dans le cadre du décret du 14 novembre 1988 et de la norme NFC 15.100.

Préalablement aux opérations de réception, le Titulaire remet au CEA les procès-verbaux de contrôle de conformité des travaux qu'il a réalisés, établis par un organisme agréé.

Ce bordereau doit être exempt de toute réserve.

ARTICLE 8 - REMISE DE DOCUMENTS

Dans le cadre du présent marché, le Titulaire doit remettre l'ensemble des documents demandés dans le cahier des charges précité ainsi que les documents suivants :

8.1 - Avant les travaux

- Un planning prévisionnel détaillé des travaux,
- Protocole de réalisation du chantier et de mise en service
- 1 mois après la date de prise d'effet du présent marché, l'ensemble des documents d'études d'exécution.

Ces documents sont remis en format électronique pour validation, laquelle est formalisée par l'apposition du tampon VSO (Vu Sans Observation).

8.2 - En cours de travaux

- Le Titulaire doit tenir à jour le planning de ses travaux ainsi que le dossier descriptif des installations, Bon Pour Exécution, pour tenir compte des éventuelles évolutions et assurer la traçabilité jusqu'au dossier Tel Que Construit (TQC).
- Le Titulaire doit soumettre au Maître d'œuvre un programme prévisionnel des opérations de réception, au moins un mois avant la date prévue pour leur réalisation.

8.3 - À la fin des travaux

Préalablement aux opérations de réception, le Titulaire remet le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) qui doit être accepté par le CEA. Le DOE comprend, a minima, les documents exigés au Cahier des charges, structuré selon les chapitres suivants :

- documents d'études,
- documents de réalisation,
- documents de contrôle et d'essais,
- documents d'exploitation,
- documents d'assurance de la qualité.

Si la réception est assortie de réserves, le Titulaire doit lever ces réserves dans un délai précisé dans le procès-verbal de réception et mettre à jour le DOE.

Le Titulaire remet alors le DOE définitif, qui doit être accepté par le CEA, au plus tard dans un délai de 30 jour calendaire à compter de la date de signature du PV de réception des travaux.

À défaut, il est fait application des pénalités de retard prévues à l'article 16.1 - du présent marché.

8.4 - Format des documents

Tous les dossiers remis par le Titulaire sont réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

- Microsoft WORD (.docx) pour les documents de type texte,
- Microsoft EXCEL (.xlsx) pour les documents de type tableau de chiffres,
- Microsoft POWERPOINT (.pptx),
- Microsoft PROJECT sous WINDOWS (.mpp) pour les documents de type planning,
- AUTOCAD (.dwg) et PDF (.pdf) pour les documents dessinés.

Chacun d'eux sera remis au CEA sous format électronique.

8.5 - Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA sont rendus à ce dernier à l'échéance du marché ou en cas de dénonciation de celui-ci par l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 9 - RÉUNIONS

Pour suivre l'exécution du marché, les parties tiennent des réunions dont la date de tenue est déterminée d'un commun accord. Sauf modification concertée, la périodicité est au minimum hebdomadaire. Ces réunions permettent de traiter notamment les points suivants :

- état d'avancement des études et des travaux,
- respect des dispositions du cahier des charges,
- examen des problèmes rencontrés,
- suivi budgétaire,
- suivi du dossier Qualité.

Chaque réunion fait l'objet d'un compte rendu établi par le Maître d'Œuvre. Ce compte rendu est soumis, dans un délai de 5 jours suivant la date de réunion, à l'accord préalable du CEA avant diffusion.

Dans certains cas, un relevé de décision est établi à l'issue de la réunion et visé par les deux parties pour une mise en application immédiate.

ARTICLE 10 - MONTAGE - INSTALLATION DES FOURNITURES

L'installation et le montage des fournitures dans les locaux du CEA sont à la charge pleine et entière du Titulaire et doivent s'effectuer conformément aux dispositions de l'article 32 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

ARTICLE 11 - RÉCEPTION DES TRAVAUX

La réception est prévue à la fin des Travaux de chacune des trois phases mentionnées à l'article 4-Étendue des Travaux.

Ces réceptions font l'objet de procès-verbaux rédigés par le CEA et signés contradictoirement par les représentants du CEA et du Titulaire.

Les dates de signature de chacun des procès-verbaux de réception : en juin 2026 pour la phase 1, juin 2027 pour la phase 2 et juin 2028 pour la phase 3 sont les points de départs des garanties des travaux effectués pendant chacune de ces phases.

Il est fait application du Chapitre 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

ARTICLE 12 - GARANTIES

Les garanties prévues au titre du présent marché sont les garanties légales et les garanties prévues au chapitre 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Il est rappelé à ce titre que le délai de garantie de parfait achèvement est d'un an à compter de la date d'effet de la réception, de deux ans pour la garantie de bon fonctionnement et de 10 ans pour la garantie résultant des articles 1792 et suivants du Code Civil.

Pendant ces délais de garantie, tous les frais de fourniture, de main d'œuvre et de déplacement du personnel sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à intervenir pour réparer les désordres au plus tard dans un 1 jour ouvré suivant la réception d'un courrier électronique de demande d'intervention du CEA. Ces prestations sont effectuées tous les jours, du lundi au vendredi de 8 heures à 17 heures.

Il est entendu que l'envoi du courrier électronique doit être précédé d'un entretien téléphonique avec le responsable technique du Titulaire en vue d'un diagnostic.

Le personnel du Titulaire chargé des dépannages a libre accès aux installations, sous réserve du respect des clauses d'hygiène et de sécurité décrites dans les conditions générales du CEA et que les opérations n'apportent pas une gêne anormale aux utilisateurs.

A dater de la notification des désordres par le CEA, le Titulaire dispose d'un délai de 3 jour calendaire pour y remédier, sauf cas d'urgence (sécurité ou impératif de fonctionnement) où ce délai doit être réduit et sera défini d'un commun accord entre les parties. Passé ce délai, le CEA peut appliquer les pénalités mentionnées à l'article 16.2 - ci-après et faire procéder aux travaux par un tiers aux frais et risques du Titulaire.

En cas d'indisponibilité d'éléments d'équipements, la période de garantie de bon fonctionnement est prolongée d'une durée équivalente au temps d'arrêt des éléments d'équipement.

ARTICLE 13 - ASSURANCES

Les obligations du Titulaire en matière d'assurance, qui s'appliquent à l'occasion de la prestation faisant l'objet du présent marché, sont régies par les dispositions du chapitre 12 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

ARTICLE 14 - PLANNING GENERAL DE RÉALISATION

Le Titulaire s'engage à réaliser les Travaux objet du présent marché pour

- Phase 1 : le 12 juin 2026,
- Phase 2 : le 12 juin 2027,
- Phase 3 : le 12 juin 2028.

Conformément au planning général de l'opération précité à l'Article 2 - du présent marché.

ARTICLE 15 - MONTANT

Le montant ferme et forfaitaire de l'ensemble des travaux est de [REDACTED] € HT ([REDACTED] Euros hors taxes)
(À compléter par le soumissionnaire)

ARTICLE 16 - PÉNALITÉS

Outre les dispositions des Conditions Générales d'Achat du CEA relatives aux pénalités, qui s'appliquent dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions qui suivent, le CEA peut appliquer les pénalités dans les cas et conditions suivantes.

16.1 - En cas de non-respect de l'une quelconque des étapes-clés de réalisation fixées au planning général de réalisation précité ou bien lors d'une réunion de chantier, le Titulaire encourt des pénalités de retard à hauteur de 300 Euros par jour calendaire de retard.

Les pénalités appliquées au titre de ce paragraphe sont plafonnées à hauteur de 10% du montant HT du marché.

16.2 - Le Titulaire encourt en outre les pénalités suivantes :

- Non restitution du badge CEA en fin de travaux : 100 Euros par badge.
- Non-respect des délais de levée de réserves tels que stipulés sur le Procès-verbal de réception : 150 Euros par jour calendaire de retard.
- Non-respect des délais de réparation pendant la période de garantie : 150 Euros par jour calendaire de retard.

Les pénalités appliquées au titre de ce paragraphe sont plafonnées à hauteur de 10%.

Par ailleurs, en dehors des cas prévus aux articles 16.1 - 16.2 -, toutes les fois où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure, et dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA peut lui appliquer une pénalité de 300 Euros par jour calendaire de retard.

16.3 - Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

Les pénalités sont cumulatives et leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle du marché.

Dans l'hypothèse d'une résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de résiliation.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

ARTICLE 17 - CONDITIONS DE FACTURATION

Les travaux, objet du présent marché, sont facturés de la manière suivante :

- **Phase 1 :**

- 14% du montant TTC de la phase 1 aux approvisionnements principaux identifiés comme étant la propriété du CEA et éventuellement contrôlés ;
- 20% du montant TTC de la phase 1 sur situations mensuelles acceptées par le CEA et proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début du chantier ;
- 4% du montant TTC à la réception de la phase 1 ;
- 2% du montant TTC de la phase 1 :
 - À la levée de la dernière réserve mentionnée sur le PV de réception,
 - À la remise du dossier des ouvrages exécutés définitif,
 - À la fourniture de l'ensemble des éléments justificatifs originaux et des informations nécessaires au dossier de valorisation des CEE accepté par le CEA.Ce terme est réglé en même temps que le terme précédent si aucune réserve n'est mentionnée sur le PV de réception.

- **Phase 2 :**

- 16% du montant TTC de la phase 2 aux approvisionnements principaux identifiés comme étant la propriété du CEA et éventuellement contrôlés ;
- 25% du montant TTC de la phase 2 sur situations mensuelles acceptées par le CEA et proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début du chantier ;
- 4% du montant TTC à la réception de la phase 2 ;
- 2% du montant TTC de la phase 2 :
 - À la levée de la dernière réserve mentionnée sur le PV de réception,
 - À la remise du dossier des ouvrages exécutés définitif,
 - À la fourniture de l'ensemble des éléments justificatifs originaux et des informations nécessaires au dossier de valorisation des CEE accepté par le CEA.Ce terme est réglé en même temps que le terme précédent si aucune réserve n'est mentionnée sur le PV de réception.

- **Phase 3 :**

- 10% du montant TTC de la phase 3 sur situations mensuelles acceptées par le CEA et proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début du chantier ;
- 2% du montant TTC à la réception de la phase 3 ;
- 1% du montant TTC de la phase 3 :
 - À la levée de la dernière réserve mentionnée sur le PV de réception,
 - À la remise du dossier des ouvrages exécutés définitif,
 - À la fourniture de l'ensemble des éléments justificatifs originaux et des informations nécessaires au dossier de valorisation des CEE accepté par le CEA.Ce terme est réglé en même temps que le terme précédent si aucune réserve n'est mentionnée sur le PV de réception.

Avant la fin de chaque mois, le Titulaire du présent marché remet au Maître d'œuvre/au CEA, pour vérification, le projet de décompte mensuel établissant le montant, conformément aux dispositions de l'article 29 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

ARTICLE 18 - FACTURES - RÈGLEMENTS

Conformément aux articles L2192-1 et suivants et D2192-2 du code de la commande publique complétés par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- - le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**
- - le code service **GRE-C** qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- - le numéro d'engagement (**n°de marché/commande SAP**) composé de 10 chiffres
- L'adresse de facturation du CEA :

CEA de Saclay
S3C - Comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

Le délai de règlement est de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA (PV) ou d'un événement ayant déclenché un terme de facturation doivent être transmises en même temps que les factures.

Dans l'hypothèse où une facture émise porte en tout ou partie sur des prestations fermes et optionnelles, le Titulaire doit décomposer le montant facturé en détaillant ce qui relève de la part ferme et de chaque option.

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

ARTICLE 19 - RÉGIME FISCAL

Le montant du marché est assujéti à la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur le jour de son fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA. Le Titulaire du marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 20 - JURIDICTION COMPÉTENTE [Si fournisseur FR]

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 21 -LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPÉTENTE [si fournisseur étranger]

Il est expressément convenu que l'exécution du présent marché est soumise à la législation française.

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 22 - CONCLUSION DU MARCHE

Il est demandé au Titulaire de renvoyer le présent marché dûment signé.

Fait à Grenoble en un exemplaire,

Le

Pour le Titulaire,

Pour le CEA,

